

Frédérique Chlous

Pr, MNHN

Patrimoines locaux et gouvernance (PALOC, UMR 208), Sorbonne Universités, Muséum national d'Histoire naturelle, IRD

Résumé : Concernant la gestion des patrimoines naturels et culturels, de nombreux outils favorisant les démarches participatives ont été développés, qu'il s'agisse de théâtre participatif, de cartographie participative, de SIG participatif, de jeux de rôles et de modélisation d'accompagnement. Ces démarches s'ancrent dans une approche systémique et sont le plus souvent interdisciplinaires et intersectorielles. La mise en œuvre de recherches intersectorielles centrées sur la participation des publics interroge la place du chercheur, les relations qui se nouent entre les partenaires, les effets des dispositifs techniques utilisés et les bénéfices escomptés. Cette réflexion s'appuie sur le projet de recherche PALIMMA (*Haatumu no te tai henua*) qui porte sur la co-construction des enjeux de protection et de gestion relatifs au patrimoine culturel lié à la mer dans la perspective de l'inscription au patrimoine mondial et de la création d'une aire marine gérée aux Marquises (Polynésie française). Trois aspects seront plus particulièrement examinés. Le premier concerne la construction intersectorielle de la méthode participative. Le second point concerne les données produites et plus particulièrement celles considérées comme utiles par les uns et les autres. Dans la dernière partie, nous souhaitons discuter la forme « hybride » de démarche, ainsi que la place et l'incidence des outils techniques mobilisés.

Abstract :

Participatory approach : coconstruction, negotiation, hybridisation ?

Participatory mapping in the Marquesas archipelago

Environment and cultural heritage management mobilise plenty of tools as interactive theatre, participatory mapping, participatory SIG, role-playing and companion modelling approach. These follows a systemic approach et are most often interdisciplinary and cross-sectoral. The implementation of such research focusing on citizen participation raises serious concerns about the role of researchers, relations between partners and the effects of devices. The project involves research project PALIMMA about protection and management of cultural heritage relating to the sea (registred UNESCO's natural heritage and marine protected area creation in French Polynesia). Three issues are discussed further below. The first one concerns the cross-sectoral and participatory approach. The second concerns the useful data. In the last one, we want to discuss the hybrid-form approach and tools and techniques used.

Démarche participative : co-construction, négociation, hybridation ?

Ateliers cartographiques dans l'archipel des Marquises

Introduction

Depuis la fin des années 1980, les approches participatives se développent dans la gestion des territoires (Mermet, 2003). Elles intègrent la « société civile » — qu'ils soient représentants d'association, de groupements professionnels ou « simples » citoyens — dans la construction des décisions. La multiplicité des termes utilisés, gestion concertée, participation citoyenne, démocratie participative, gouvernance... atteste de la vitalité de cette forme de gouvernement. Fréquemment associé dans ces syntagmes, le terme de participation figure la manière dont les individus peuvent s'exprimer et confronter leurs points de vue, renforçant ainsi la capacité des populations à intervenir dans la prise de décision. Si une certaine adhésion aux principes de la participation citoyenne est de mise (Blondiaux et al, 2002), persiste la question du « comment » (Gaudin, 2002). Concernant la gestion des patrimoines naturels et culturels, de nombreux outils favorisant les démarches participatives ont été développés, qu'il s'agisse de théâtre participatif, de cartographie participative (Corbett et al, 2005), de SIG participatif, de jeux de rôles et de modélisation d'accompagnement (collectif ComMod, 2005). Ces démarches s'ancrent dans une

approche systémique et sont le plus souvent interdisciplinaires et intersectorielles¹. Les chercheurs sont interpellés et concourent à l'élaboration des démarches et des outils participatifs seuls ou, le plus souvent, associés à des représentants de collectivités territoriales, des associations, ou encore des gestionnaires.

La mise en œuvre de recherches intersectorielles centrées sur la participation des publics interroge la place du chercheur, les relations qui se nouent entre les partenaires, les bénéficiaires escomptés et les conséquences de ces « liaisons dangereuses ». Comment, dans ce contexte, se construisent les méthodologies relevant de postures scientifiques ? De quelle manière les démarches intersectorielles contraignent-elles les données produites et utiles ? Quelles formes hybrides adviennent ? Ce type d'analyse examine l'interdépendance entre les connaissances produites, le dispositif d'étude, le contexte et le chercheur (Bizeul, 1998). En paraphrasant Jollivet (2009), nous pouvons évoquer une intersectorialité « hypothétique » qui interroge sa propre faisabilité. Par ailleurs, nous affirmerons le caractère processuel de ces démarches, qui implique une identification et une analyse minutieuse des différentes étapes.

Cette réflexion s'appuie sur le projet de recherche PALIMMA² (*Haatumu no te tai henua*³) qui porte sur la co-construction des enjeux de protection et de gestion relatifs au patrimoine culturel lié à la mer dans la perspective de l'inscription au patrimoine mondial et de la création d'une aire marine protégée aux Marquises (Polynésie française). Face à ces deux enjeux majeurs, et à la demande des deux porteurs de projet — l'agence des aires marines protégées en Polynésie et la Fédération culturelle et environnementale marquisienne MOTU HAKA — la réflexion a associé des scientifiques du Muséum national d'Histoire naturelle et de l'IRD⁴. L'agrégation de ces différents acteurs est devenue tangible en 2013, lors de la réponse commune à un appel d'offre de la Fondation de France qui a fixé les objectifs à atteindre et les orientations méthodologiques. Les règles et normes de l'intersectorialité ont été négociées et consolidées à mesure que le travail progressait. Cette analyse réflexive s'appuie sur les carnets de terrain élaborés lors des deux missions — mission de collecte de données en juin /juillet 2013, mission de restitution en avril/mai 2014 —, mais également sur l'étude des enregistrements sonores et vidéo et des documents produits.

Dans un premier temps, il s'agira très concrètement de décrire et d'analyser la construction et la mise en œuvre intersectorielle de la démarche. Puis, la forme et le fond des données produites et utilisées par les différents partenaires seront discutés. Enfin, la réflexion portera sur l'analyse processuelle de ces démarches et interrogera les relations entre les partenaires au cours des différentes étapes ainsi que les outils techniques développés.

1. Construction et mise en œuvre de la démarche

Dans une démarche intersectorielle, à l'égal d'une démarche interdisciplinaire, il est nécessaire d'intégrer les approches, de permettre d'aborder le questionnement sous plusieurs angles, sans instrumentaliser l'un des partenaires de la recherche, en assujettissant l'un aux dépendances de l'autre (Jollivet, 2009). L'élaboration de la démarche et sa mise en œuvre ont été distinguées car les accords ont été plus ou moins difficiles à élaborer.

¹ Le terme d'intersectoriel est retenu aux dépens de celui de partenarial qui préjuge davantage de la qualité de la relation. Il se définit comme la relation entre des secteurs d'activités ou des domaines de compétences variés qui mobilisent leurs connaissances et compétences pour résoudre une problématique complexe. Très employé dans le domaine médical (White et al, 2000), il est aussi utilisé plus largement (<http://www.frq.gouv.qc.ca/recherche-intersectorielle>). Le terme de partenaire sera employé pour nommer les membres du programme.

² Ce programme pluridisciplinaire « société-gestion-science », mené en 2013-2014, est coordonné par la fédération culturelle et environnementale des Marquises MOTUHAKA et l'Agence des aires marines protégées en partenariat avec des scientifiques (archéologue, anthropologue et géographe) de l'Institut de recherche pour le développement et du Muséum national d'Histoire naturelle. Il est réalisé avec le soutien de la Polynésie française, de la CODIM et de l'Etat et avec le support de la Fondation de France.

³ Signifiant en marquaisien : patrimoine culturel lié à la zone côtière

⁴ Institut de recherche pour le développement

1.1 Une construction intersectorielle

Les partenaires du projet ont des ambitions et des contraintes différentes. Pour 2015, l'agence des aires marines protégées (AAMP) doit élaborer l'analyse éco-régionale (AER) de l'archipel des Marquises en intégrant nettement les aspects culturels, ce qui est innovant dans ce type de démarche. Cet outil d'aide à la décision s'appuie sur trois thématiques : la fonctionnalité des écosystèmes, le patrimoine naturel et culturel remarquable, les usages et pressions⁵. Ainsi, un certain nombre de contraintes sont imposées par le format de cet outil : l'ensemble du territoire des marquises est pris en compte, les données seront localisées, le calendrier de restitution est incontournable et les collaborations avec les élus marquisiens et Motu haka doivent se poursuivre. Concernant le représentant de Motu haka, la motivation première est d'enrichir le dossier patrimoine mondial, cette fédération étant très impliquée dans le portage du dossier. L'association des marquisiens à la démarche est clairement énoncée notamment car l'UNESCO la préconise, mais également car il s'agit de favoriser l'*empowerment* des marquisiens. Ainsi, lors de la première réunion le représentant de Motu Haka s'enquiert : « si les marquisiens ne veulent pas de cette démarche, elle ne se fera pas ? ». Les pertinences sociale et scientifique motivent l'implication des chercheurs. Ils interrogent la notion de patrimoine, chacun en fonction de son approche disciplinaire et des paradigmes dans lesquels il s'inscrit. Par ailleurs, les processus de patrimonialisation dans la gestion des territoires ont pris de l'ampleur et méritent toute notre attention, comme les dispositifs participatifs qui parfois les accompagnent. Les contraintes sont inhérentes à la démarche scientifique.

A l'instar des programmes interdisciplinaires, les discussions relatives à la posture sont incontournables (Chlouz-Ducharme et al, 2011). Ce terme « présente une double dimension rhétorique et actionnelle, elle se traduit donc par une prise de position morale, affective, sociale, philosophique et politique et qui conduit à des actes » (Daré et al, 2010). Autant d'éléments qui contraignent ensuite la construction de la démarche de recherche. Lors des réunions entre les partenaires, les discussions prennent la forme de débats où chacun argumente et explicite ses positions. Ils font ressortir des éléments de posture qui peuvent être qualifiés de politiques, scientifiques et éthiques. La volonté commune est de construire une recherche intersectorielle : gestionnaire – société civile – scientifiques, sans hiérarchisation a priori des connaissances et compétences. Comme dans tout projet de recherche, la méthodologie et les résultats de ce travail seront présentés et analysés⁶. Les citoyens doivent être impliqués, considérant que la personne agissante est un véritable acteur, et non comme un « idiot culturel » — *cultural dopes* — selon l'expression imagée utilisée par Harold Garfinkel.

Une fois la posture discutée, la construction du projet s'est articulée autour de la définition de la problématique, du territoire concerné et de la construction de la démarche. S'intéresser au patrimoine culturel lié à la mer nécessite de déconstruire le concept de patrimoine culturel. Les différentes conventions UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel et notamment celle concernant le patrimoine immatériel (2003) ont considérablement réinterrogé la notion de patrimoine (Bouchenaki, 2012), (Choay, 1996). Une conception académique de l'objet d'art (et plus globalement du patrimoine culturel) suppose qu'il préexiste au regard porté sur lui et que des individus spécialement formés peuvent le reconnaître. Une conception divergente considère qu'un élément ne devient patrimoine qu'au moment où il est reconnu comme tel par un groupe social lors du processus de patrimonialisation (Micoud, 2005). Les deux approches nous sont apparues comme complémentaires. De plus, une difficulté a été de circonscrire ce qu'évoquait « lié à la mer », finalement cette périphrase a été préférée à maritime ou marin car elle pouvait inclure des éléments se trouvant sur terre et permettait l'expression des conceptions autochtones.

La délimitation du terrain a fait l'objet de discussions : l'analyse de l'ensemble de l'archipel a été privilégiée. L'ethnologue préfère des territoires moins étendus, mais les exigences de l'analyse

⁵ <http://www.aires-marines.fr/Les-aires-marines-protégees/Analyses-strategiques-regionales>

⁶ Le dossier UNESCO exige une présentation des méthodologies

éco-régionale sont impérieuses. Le calendrier a également été débattu. Entre l'option resserrée dictée par les contraintes des AMP et la volonté de Motu Haka de développer des expérimentations, les contraintes des AMP ont été privilégiées. L'objectif finalement partagé a donc été de faire une « photographie » du patrimoine identifié par les Marquisiens sur l'ensemble de l'archipel. La démarche de recherche a ainsi été construite en tenant compte des contraintes, de faisabilité et de l'intérêt des résultats. La recherche partenariale nécessite de prendre en compte les impératifs des partenaires, le scientifique s'applique néanmoins à conserver une cohérence et une rigueur.

Concernant la méthodologie, un consensus s'est très rapidement imposé autour de la proposition émanant des scientifiques, à savoir la mise en œuvre d'ateliers avec la population utilisant des supports cartographiques, les vingt-six vallées habitées des six îles qui composent l'archipel devant être visitées. La proposition a été de recueillir le discours des marquisiens, ce que nous avons nommé « patrimoine à dire d'acteurs » parallèlement à un recueil « à dire d'expert ». La démarche auprès de la population nous intéresse plus particulièrement. Les discussions ont alors porté sur les participants envisagés, l'animation et les techniques mises en œuvre. Les partenaires se sont accordés sur la qualité des participants, à savoir les habitants des différentes vallées de l'archipel, quelques soient leurs caractéristiques socio-biographiques. L'ensemble des vallées devant être visitées afin d'éviter que l'isolement de certaines vallées n'exclue une partie de la population. Ne pouvant prévoir le nombre de personnes acceptant de participer aux ateliers, il a été prévu de multiplier le nombre de tables de discussion pour ne pas dépasser le nombre de huit personnes par groupe. Devant l'ampleur du projet, ses particularités et la volonté de s'inscrire dans le long terme, le choix a été de former une référente par île qui puisse à la fois préparer les ateliers, mais également y intervenir et devenir l'interlocutrice privilégiée des marquisiens sur ces questions. La technique utilisée se rapproche de la cartographie participative expérimentée par des ONG ou des scientifiques. Elle revêt des dénominations⁷ et des formes différentes⁸, mais a pour objectif principal de permettre aux populations de représenter sur des cartes et sous une forme accessible, les connaissances qu'elles possèdent sur un territoire. Les membres du projet ont décidé de travailler sur des cartes au 1/25000^e. Les cartes terrestres de chaque île disponibles ont été modifiées en intégrant par transparence les données du SHOM⁹. Accompagnant cette carte, une « fiche élément patrimoniale » contribuant à identifier les éléments de contexte (jour, lieu, animateur), la description du patrimoine énoncé, la hiérarchisation du patrimoine et les pistes de gestion, a été élaborée. Par ailleurs, un tableau récapitulatif des participants permet de disposer de leurs caractéristiques socio-biographiques pour l'analyse. Enfin, pour normaliser les ateliers et donner une certaine robustesse à la collecte des données, les scientifiques ont confectionné un guide d'atelier exposant la succession des étapes (présentation du groupe et des objectifs, explication de l'activité, répartition des personnes présentes, atelier, et remerciements) ainsi qu'un guide d'entretien collectif composé d'un cadre contractuel, d'une explication des règles de prise de parole et des documents, d'une consigne inaugurale et d'une liste de thèmes. Différentes formes de productions peuvent être analysées : écrites (cartes, fiches, tableaux), orales (enregistrements sonores) et interactions non verbales (films)¹⁰.

En analysant cette première étape, les divergences de points de vue ont été minimales, en revanche les discussions concernant les postures de chacun des protagonistes ont été fondamentales et fondatrices de la co-construction de ce projet. Les contraintes des différents partenaires ont été entendues et prises en compte par les uns et les autres dans l'élaboration de la démarche. Mais les accords persistent-ils lorsque la liste partenaires s'étoffe et lors de la confrontation au terrain ?

⁷ Cartographie mentale, zonages à dire d'acteurs (ZADA)

⁸ Cartographie au sol, croquis topographiques, à base de photographies aériennes, de SIG, maquettes participatives en 3D

⁹ Service hydrographique et hydrologique de la marine

¹⁰ Un film de présentation du programme PALIMMA est accessible : [http://www.aires-marines.fr/L-](http://www.aires-marines.fr/L-Agence/Organisation/Antennes/Antenne-Polynesie/PALIMMA-mieux-connaître-le-patrimoine-culturel-lie-a-la-mer-aux-Marquises)

Agence/Organisation/Antennes/Antenne-Polynesie/PALIMMA-mieux-connaître-le-patrimoine-culturel-lie-a-la-mer-aux-Marquises

1.2 La mise en œuvre intersectorielle d'une démarche

Une fois la démarche construite, les financements obtenus, deux missions de terrain ont été programmées. En 2013, elle concerne la collecte des données, en 2014, elle est centrée sur la restitution des travaux aux populations. Lors de ces deux missions, l'équipe s'est élargie en accueillant les chargées de mission de l'agence des AMP, les scientifiques (ethnologues et archéologue), les représentants de Motu Haka, les référentes sélectionnées et les membres de l'académie marquisienne¹¹. Pour maîtriser ces enrôlements successifs, une formation particulière traitant des objectifs, des postures, de la méthodologie d'enquête et de la place de chacun dans le dispositif a précédé le départ sur le terrain. Nous examinerons les éléments « incontrôlables » par le chercheur, car mutualisés au sein de l'équipe (animation des ateliers, invitation des participants...). Puis, nous analyserons les décalages, manifestes lors de la mise en œuvre de la démarche, entre les postures des différents membres.

Les éléments « incontrôlables » doivent être identifiés. Vu le nombre de personnes participant aux ateliers dans certaines vallées, plus de 30 personnes, nous avons été contraints de multiplier les tables de discussion (jusqu'à trois tables). Par ailleurs, le choix était de laisser les participants s'exprimer dans la langue qu'ils choisissaient (français ou marquisien), soit qu'elle leur soit plus familière, soit que certains éléments s'expriment plus facilement dans une langue ou une autre. Dès lors, les ateliers ont été conduits par des animateurs différents, tous membres de l'équipe mais avec des compétences et des connaissances hétérogènes. Même si l'ensemble des partenaires a assisté à la formation, cette réalité ne peut être ignorée et l'analyse des données requiert une attention particulière, le rôle de l'animateur n'étant pas négligeable (Barnaud et al, 2010)¹². Il communique la consigne inaugurale aux participants et fournit, le cas échéant, des précisions, il relance l'entretien collectif en demandant des précisions ou en introduisant de nouveaux thèmes et il accompagne le groupe afin que chacun puisse s'exprimer et soit écouté.

La mobilisation des habitants est également un élément prégnant de la méthodologie. Les îles sont éloignées et les vallées difficilement accessibles. Les modes de vie entre les vallées sont parfois très hétérogènes si l'on considère la vallée principale, « la capitale », ou certaines vallées non joignables par téléphone et internet. Les référentes, aidées des académiciens, sont entrées en contact avec les habitants des différentes vallées afin de les inviter à participer aux ateliers. Si des affiches ont été imprimées, des interviews diffusés sur « Radio marquises », le contact avec le maire adjoint ou une personnalité de la vallée était indispensable pour organiser les ateliers et prévenir certaines populations. Qu'en est-il alors du message qui a été diffusé, des éventuelles sélections de participants ? Une analyse précise doit alors être faite de la population qui s'est déplacée dans les ateliers. Si dans les petites vallées jusqu'à 30% de la population adulte était présente, sensible aux efforts faits par l'équipe PALIMMA pour les rencontrer, ce n'est pas le cas pour toutes. Outre le nombre de personnes présentes, leurs caractéristiques sociobiographiques sont importantes à considérer.

Au-delà des questions épistémologiques, des postures différentes voire antagonistes sont apparues. Si la parole donnée aux marquisiens n'a pas été contestée, une controverse a éclaté sur la qualité des personnes habilitées à identifier le patrimoine. Pour certains membres de l'équipe, les plus âgés, les plus doctes, étaient légitimes, un effort particulier devait alors être fait pour qu'ils soient présents afin de décrire les patrimoines culturels liés à la mer. Pour d'autres partenaires, dont l'ethnologue qui a conçu les entretiens collectifs, les marquisiens quelque soit leur âge étaient habilités à les définir. Cette discussion est le prélude à des postures antagonistes. Celle défendue par les porteurs du projet, à savoir dresser une photographie de l'identification des

¹¹ L'académie marquisienne a été fondée en 2000, cette institution culturelle a pour objectif de sauvegarder et d'enrichir la langue marquisienne. Elle compte une douzaine de personnes, dont deux représentants par île.

¹² La neutralité de l'animateur, qu'il soit chercheur ou non, est impossible, la neutralité qualifiée de dialogique conditionnelle a été explicitée c'est-à-dire la volonté de « n'avoir aucun parti pris pour l'un des acteurs ou point de vue en présence... se laissant la possibilité d'arrêter le processus s'il devient néfaste à certains acteurs considérés en situation de faiblesse » (Barnaud et al, 2010, p. 134)

patrimoines par les marquisiens sur l'ensemble de l'archipel, l'intérêt qu'ils y portent, et le cas échéant leurs réflexions quant aux pistes de gestion. Celle portée par des scientifiques et représentants de la société civile, ayant une très bonne connaissance des marquises (des experts de la culture marquisienne), souhaitant colliger des données très complètes (une légende, une technique de pêche, l'emplacement d'une structure bâtie...) et enrichir leur propres connaissances. Les discussions enrichissent le processus mais peuvent aussi le tempérer. Ces postures hétérogènes sont complexes à surmonter et nécessitent d'argumenter, de transiger et parfois, au final, de cloisonner les interventions des membres de l'équipe. Le chercheur, qui revendique une certaine autonomie dans la construction de la méthode, est alors aspiré par les négociations.

2. Données produites/ données utiles

Lors de cette recherche intersectorielle des données sont produites à travers les cartes, les fiches patrimoniales, les tableaux répertoriant les participants, les enregistrements vidéo et sonores et les journaux d'enquête. Celles-ci sont mises à disposition de tous les partenaires et pourront être analysées pour produire des connaissances et enrichir les dossiers UNESCO et aire marine protégée. Les fiches patrimoniales et les cartes ont fait l'objet d'une réflexion collective avec, dans un premier temps, la constitution d'une base de données qui puissent être accessible à tous. Dans un second temps, différentes cartes ont été élaborées afin de permettre la restitution auprès des populations. Puis à la suite de la deuxième mission et de l'enrichissement de la base de données, de nouvelles cartes permettent l'analyse éco-régionale en vue de la création d'une aire marine protégée et participent à l'analyse scientifique.

2.1 Elaboration de la base de données

La technique de cartographie participative, le nombre de fiches patrimoniales rédigées, ainsi que l'usage du support cartographique dans la gestion des patrimoines ont contraint à l'utilisation d'un système d'information géographique (SIG). La construction de ce dernier oblige à l'élaboration d'une base de données permettant de relier un point/une ligne/une surface à des informations. Elle devient ainsi un élément central du projet de recherche

Une base de données est définie comme « une collection de données cohérentes entre elles, généralement de taille importante », « structurées » et ayant « une origine commune » (Ferret, 2014). Les données sont rassemblées autour de cet objet technique qui permet leur stockage et des manipulations ultérieures. Aucun « expert » des bases de données n'était membre de l'équipe et le support choisi fut le logiciel tableur Microsoft Excel, eu égard à sa relative simplicité et accessibilité. Transcrire l'ensemble des fiches papiers est chronophage, pose des difficultés de relecture, d'orthographe, mais la principale réflexion réside dans la construction d'une typologie permettant de classer et trier les données. Plusieurs ont été testées, chaque partenaire indiquant à travers elles ses priorités. Dans l'ordre chronologique, il y eut une typologie centrée sur les usages et se rapprochant de celles utilisées dans le cadre des AER, une typologie déclinant les catégories UNESCO, une typologie faisant la synthèse de ces approches et considérant l'hétérogénéité des données recueillies, une typologie de restitution ambitionnant une appropriation par les marquisiens lors de la 2^{ème} mission et enfin une typologie « PALIMMA final » prenant en compte les difficultés rencontrées lors de la restitution et la volonté de construire des catégories et sous-catégories appropriables par les partenaires et les Marquisiens. Des discussions ont eu lieu et les consensus ont été relativement aisés à atteindre. Tous éprouvant la difficulté de manipuler une importante quantité de données et souhaitant pouvoir les utiliser.

Si la construction de la démarche avait dans un premier temps concentré l'attention des partenaires, l'élaboration de la base de données est ensuite devenue centrale. Elle peut être considérée comme un objet-intermédiaire. Il permet la collaboration et l'organisation entre les acteurs, chacun avec ses objectifs, ses connaissances et compétences et participe à la consolidation de la démarche intersectorielle. Cette « zone de contact » ou des frontières sont « créées et défaites » est essentielle à l'élaboration d'une telle démarche, mais il doit également ne pas être trop complexe pour qu'il « fonctionne et se déplace bien » (Vinck, 1999) (Ferret,

2014). Le choix de l'outil technique est important, tout comme l'utilisation de catégories standard et d'un mode de transcription des fiches. Un socle commun s'est alors constitué autour des typologies et des possibilités offertes par la base de données. Ainsi, plus de 900 lignes pour 2013 auxquelles s'ajoutent les 330 lignes de la mission 2014 sur 26 colonnes sont présentes mais chaque partenaire peut ensuite la manipuler comme il le souhaite. Alors, même si chacun a la tentation d'orienter la base de données vers ses propres objectifs qu'ils soient scientifique, de valorisation du patrimoine ou de gestion d'espaces, les discussions ont, pas à pas, enrichi cet outil jusqu'à autoriser aujourd'hui un usage multiple.

2.2 Conception des cartes

Le temps entre les deux missions fût court, moins d'un an, il a été mis à profit pour construire la base de données et pour concevoir les cartes de restitution auprès des populations. Le système d'information géographique (SIG) s'imposa afin de répondre aux exigences de l'agence des aires marines protégées mais également car le nombre de données recueillies est conséquent. Des spécialistes ont alors été enrôlés à leur tour, une géomaticienne de l'IRD, un géomaticien de l'agence des aires marines protégées et un stagiaire de M2 (Willierme, 2014). Les questions débattues ont été techniques, ont porté sur l'élaboration de la symbologie, mais également relève également de l'éthique. Ce dernier point s'exprime notamment dans les discussions ayant trait aux données sensibles. Que faut-il révéler des zones de pêche ? Quelles sont les précisions à apporter concernant les techniques médicinales ? Ces questionnements avaient été initiés lors des missions de terrains par les participants aux ateliers. Ils étaient d'accord pour alimenter la réflexion mais certains s'inquiétaient de la circulation des données. Les discussions entre les partenaires à ce propos ont été particulièrement fructueuses car elles ont permis de réactiver les postures discutées à l'origine du projet. Ces dernières sont un élément clé de la construction de recherche intersectorielle. Nous avons donc passé en revue l'ensemble des données qui pouvaient être sensibles, recherchant les solutions techniques appropriées répondant ainsi aux préoccupations des Marquisiens. Les accords se sont construits aisément, le choix retenu pour la restitution étant de réaliser une photographie « grand angle » en s'arrogeant le droit d'avoir des zones floues.

2.3 Hétérogénéité des données utiles

Une fois la base de données intégrant les deux missions solidifiée, chaque partenaire organise les données et les utilise en fonction de ses objectifs. La base autorise toutes sortes de requêtes, en mettant en relation les données : elle leur permet d'être « transportées, centralisées, juxtaposées, listées, réassemblées, etc. » (Meyer, 2009). Les données classées grâce à la typologie sont localisées sur les supports cartographiques. Ainsi cartes et fiches sont considérées comme des données utiles, il sera néanmoins très intéressant de poursuivre l'analyse en identifiant sur le fond, si des sélections ont été opérées au sein de l'ensemble des données et sur la forme, comment celle-ci sont présentées au sein des deux dossiers inhérent au classement UNESCO et à la création d'une aire marine protégée. Le processus va bien au-delà de la mise en œuvre de la démarche participative et de la compilation des données. Il s'agit ainsi d'étudier ce qui est mis en avant, abandonné, ou éventuellement soustrait par les protagonistes. Concernant Motu haka, les motivations premières sont d'enrichir le dossier UNESCO (cartes, documents relatant les formes du patrimoine) et de favoriser l'*empowerment* des populations marquisiennes afin qu'elles se saisissent du projet d'inscription au patrimoine mondial, comme préconisé par cette institution. Des éléments concrets pour alimenter le dossier sont attendus, tout comme les photographies et films montrant l'implication des populations. Un film de quelques minutes a ainsi été réalisé lors de la deuxième mission afin de montrer notamment l'attachement des Marquisiens à la mer mais également leur implication. Il sera intéressant d'analyser les éléments cartographiques, photographiques ou vidéo exploités dans la constitution des dossiers UNESCO et de la création de l'aire marine protégée. L'intérêt des scientifiques n'est pas homogène, certains se préoccupent davantage de la méthodologie participative et des résultats produits attendus ou non, d'autres, experts de la culture marquisienne, complètent les connaissances antérieurement produites. Le chercheur de retour dans son bureau, s'interroge sur l'utilisation des données et plus largement sur le processus engagé. Si de nombreuses questions sont soulevées, cette démarche

intersectorielle permet, en ménageant ses partenaires, d'étudier de près un processus en cours et à venir à savoir la valorisation des données. Les chercheurs opèrent ainsi également des sélections et organisent les données afin d'étayer leurs analyses. Les études ultérieures concernant l'utilisation des données sont d'autant plus pertinentes que les formes de productions sont multiples (écrites, photographiques, sonores, vidéo), que les données sont très nombreuses mais également que l'ensemble est à disposition de tous les partenaires. De très impliquée, la position du chercheur devient alors plus extérieure. Lors de cette étape d'analyse, le partenariat semble plus relâché et des sous-groupes se forment afin de répondre aux exigences de chacun.

S'il est compréhensible que chaque protagoniste développe des analyses associées à ses objectifs, certaines peuvent être embarrassantes. L'analyse réflexive, notamment épistémologique, est développée par les scientifiques afin d'examiner les données recueillies ; à propos des *focus groups* Touré, (2010) précise : « l'on ne peut interpréter convenablement les résultats issus de cette méthode qualitative si les problèmes particuliers de validité (crédibilité et transférabilité) et de consistance (fiabilité et fidélité) qu'elle suscite ne sont pas examinés ». Ce type d'analyse n'est pas au cœur des préoccupations des partenaires, voire peu même poser problème sachant qu'il est urgent de valoriser les résultats. Plus généralement, le chercheur valorise le travail engagé et satisfait aux exigences de l'institution à travers des articles et des communications. Si l'utilisation des données par Motu Haka et l'agence des aires marines n'est pas discutée, celles produites par les scientifiques sont souvent suspectes et doivent prouver de ne pas mettre à mal les liens unissant l'agence aux élus ou porter préjudice à la population. Les membres du projet craignent des dévoilements inopportuns et la discussion engagée est orientée vers des considérations éthiques. Les positions se renversent et si dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif participatif, le qualificatif scientifique était gage d'objectivité et de neutralité, les productions scientifiques (en sciences humaines et sociales) doivent démontrer une éthique de responsabilité (Weber, (1998, (1^{re} éd. 1919)). L'irresponsabilité des chercheurs proviendrait d'une implication éphémère et factice sur le terrain. Nous devons des comptes à nos partenaires sur cet aspect, la réciproque n'existe pas, considérant qu'en tant que représentant de la société civile, la fédération culturelle développe cette responsabilité et qu'inscrite sur le long terme l'agence des aires marines la partage également.

Les relations entre les chercheurs et les partenaires ne sont pas univoques, mais évoluent en fonction des différentes phases du processus qui comprennent la problématisation, la construction du point de passage obligé (PPO), les enrôlements successifs, l'analyse des données, les restitutions auprès des populations et la concrétisation des projets.

3. Production scientifique, production hybride ?

Dans la dernière partie, nous souhaitons discuter la forme « hybride » de la démarche qui se met en place et la manière dont les acteurs s'impliquent. L'analyse minutieuse montre qu'au-delà d'une « équipe PALIMMA » (tous arborant le même tee-shirt) des spécialisations s'opèrent. Par ailleurs, des objets, telle la base de données, sont à la fois des outils scientifiques mais également des lieux de « travail politique ». Enfin, un programme de recherche intersectoriel est un processus qui révèle les re-configurations successives des relations entre les partenaires aux différentes étapes.

3.1 Une démarche commune, mais des interventions distinctes

L'ambition d'une co-construction et co-réalisation de la démarche participative, n'exclue pas que les membres du programme interviennent de manière différenciée et à des moments distincts. Ces implications inégales sont liées à la diversité des intérêts mais également aux légitimités revendiquées et conférées. La mission de restitution des données aux populations, un an après la phase de collecte, illustre la répartition des tâches au sein de l'équipe — présentation, animation des ateliers cartographiques, discussion concernant les pistes de gestion, enrichissement des cartes toponymiques. Ainsi, la présentation du projet est faite par le représentant de Motu Haka qui à la fois est connu par les Marquisiens et maîtrise le français et le marquisien. Par ailleurs, son

intervention permet d'ancrer le travail dans une réalité locale. A chaque atelier, la pluralité des partenaires est mise en avant et l'ensemble des membres de l'équipe est présenté. L'agence des aires marines protégées qui a organisé et financé plusieurs recherches contextualise le projet. Puis, c'est aux chercheurs d'intervenir dans l'animation de la cartographie participative aidés des référentes marquisiennes et d'un membre de l'académie. Cette intervention doit permettre aux participants de s'exprimer sans craindre une censure extérieure. La discussion concernant les pistes de gestion est prise en charge par l'agence des aires marines protégées, conduisant alors à écouter les participants tout en éclaircissant les points de droit et en fournissant des éléments de comparaison. Les spécialistes de la culture marquisienne prennent en charge l'enrichissement des cartes toponymiques et « à dire d'expert ». La standardisation de la démarche dans les vingt-six vallées et la volonté de ne frustrer aucun des membres ont motivé ces découpages. Ainsi, face aux participants, chaque partenaire joue le rôle dans lequel il est attendu, si ce n'est que tous participent activement au processus de collecte de données.

3.2. Sciences en société

Ce programme intersectoriel et participatif s'inscrit bien dans la *science en société*. S'il est encore trop tôt pour discuter des effets attendus ou non, il est intéressant de s'interroger sur l'outil technique « base de données ». Comme exprimé par Meyer (2009) les bases de données sont des lieux de « travail politique ». Elles ne peuvent échapper aux objectifs et aux intérêts de leurs concepteurs, et leur analyse est complexe lorsque les partenaires sont diversifiés (Ferret, 2014). La question de la standardisation des données dans l'élaboration d'une base nécessite de fragmenter les savoirs en les inscrivant dans une catégorie *ad hoc* (Meyer, 2009). Les données risquent d'être altérées et comme le rappelle Vinck (2009) en s'appuyant sur l'article de Star et Griesemer : « réduire au silence les actants non catégorisés, rabattre les singularités dans une catégorie standard, rendre impropre à la connaissance ce qui n'est pas « pris en compte » (*accountable*), tel est le travail silencieux des infrastructures » (Ferret, 2014). En quoi cet outil est-il contraint par les paradigmes et les objectifs des différents partenaires ? Comment les rapports de force au sein de cette intersectorialité influencent l'élaboration de l'outil ? Que deviennent la parole et l'identité des participants dans ce contexte (Micoud et Dupré, 2007) ? Quel contrôle les participants peuvent-ils encore exercer sur cet outil technique ? Comment ouvrir les différentes boîtes noires qui émergent au cours du processus ? Enfin, comment gérer les données sensibles, ou, comment et à qui rendre accessible une telle base ? Ces dispositifs techniques sont à replacer au cœur de la construction du savoir et leur analyse est indispensable car ils contraignent les démarches intersectorielles.

Par ailleurs, Agrawal (2002) a montré que les bases de données ne sont pas neutres, que « le pouvoir structure le savoir » et que les populations locales peuvent être dépossédées de leurs savoirs au profit d'idéologies de développement ou dans notre cas de gestion de l'environnement. Agrawal, à propos des savoirs locaux, décline alors le processus de scientisation à l'œuvre dans l'élaboration d'une base de données : la particularisation, la validation (ou abstraction) et la généralisation. Si la particularisation n'a pas eu cours dans la construction de la base de donnée, il sera intéressant comme évoqué précédemment d'interroger la manière dont les différents partenaires distingueront les données « utiles » des autres. La validation doit permettre l'intégration des données grâce à des « critères scientifiques pour le tester et l'examiner ». Il n'y a pas eu de validation dans la conception de la base, en revanche, il sera important d'analyser les résultats obtenus dans les différents ateliers au regard des animateurs présents et des membres de la communauté, la validation pouvant avoir été anticipée. Certains connaisseurs de la culture marquisienne qu'ils soient scientifiques ou académicien ont pu orienter (de manière inconsciente ou non) les débats vers l'archéologie et les traditions orales, tout comme la présence des représentants de l'agence des aires marines protégées a certainement infléchi la discussion vers les techniques de pêche. Enfin, la généralisation permet à la base de donnée d'être utilisée à grande échelle, elle se doit alors d'être fonctionnelle est opérationnelle (Ferret, 2014). La question de sa diffusion se pose dans le programme PALIMMA et le choix actuel est de publiciser les cartes, sachant qu'il faudra expliciter le contexte et les choix opérés, mais pas la base de données car cet outil est complexe et sensible en l'état. Qu'il s'agisse du dispositif

participatif ou des outils, telle la base de données ou les cartes élaborées, ils « conditionnent toujours le mode d'existence des phénomènes à étudier » (Bonneuil et al, 2013) et émanent des relations entre les différents protagonistes. Une analyse minutieuse de ces « acteurs non-humains » est à construire.

3.3 Démarches intersectorielles, un processus que semblent lisser les termes utilisés

Lors des missions de terrain, le programme s'est revendiqué clairement d'un caractère scientifique, regroupant l'ensemble des partenaires sous cette bannière. Il semble que cette qualification porte en elle la neutralité, l'objectivité et autorise l'expression des participants. Chacun contribuant à cette démarche et affirmant sa volonté d'écouter les habitants sans parti pris. Ainsi les responsables de l'agence prenaient-ils soin de ne pas manifester leur réprobation lorsque des explications portaient sur la pêche et la préparation culinaire des espèces protégées. Mais si le caractère scientifique a été revendiqué lors des missions de terrain, la volonté d'enrichir les dossiers UNESCO et aire marine est centrale et s'ancre dans une démarche politique ou sens de la gestion des affaires publiques.

Les démarches participatives semblent prospérer sous l'influence des impératifs économiques (gain de temps et de moyens), politiques (reconnaissance), scientifiques (notamment dans le cadre de la recherche-action ou de la recherche-développement) (Baribeau, 2010). Elles présentent l'intérêt d'engager les différents partenaires dans une démarche commune, et, en s'appuyant sur la métaphore des rameurs de Hume, de produire une action collective grâce au partage d'une même situation - se trouver dans le même esquif et devoir le faire avancer – sans pour autant être lié par un contrat. Au delà des qualificatifs recherche-action, recherche partenariale, recherche collaborative (Bœuf, 2012) recherche participative, science post-normale¹³, il semble pertinent de considérer ces démarches comme un processus. Ainsi, chaque étape nécessite des questionnements appropriés sur les relations entre les différents acteurs entre eux et avec les outils techniques mis en oeuvre. Les relations ne sont ni globalement fructueuses ou dangereuses mais oscillent entre les deux dans des enchevêtrements complexes.

Bibliographie

- Agrawal, A. (2002). Classification des savoirs autochtones : la dimension politique. *Revue internationale des sciences sociales*, 173, 325-336.
- Baribeau, C., Germain, M. (2010). L'entretien de groupe : considération théoriques et méthodologiques. *Recherches qualitatives* 29 (1), 28-49.
- Barnaud, C., D'Aquino, P., Daré, W., Fourage, C., Mathevet R., Trébuil, G. (2010). Les asymétries de pouvoir dans les processus d'accompagnement. Dans Etienne M. (Ed.), *La modélisation d'accompagnement* (pp 125-152). Paris : Quae éditions.
- Bizeul, D. (1998). Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause. *Revue française de sociologie*, XXXIX (4), 751-787.
- Blondiaux, L., & Sintomer Y. (2002). L'impératif délibératif. *Politix*, 15(57), 17-35.
- Bœuf, G., Allain Y.-M., Bouvier M., L'apport des sciences participatives dans la connaissance de la biodiversité. Rapport remis à la Ministre de l'Ecologie. http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Sciences_participatives_2012.pdf
- Bonneuil, C., Joly P.-B. (2013). Scien
- Bouchenaki, M. (2012). Les patrimoines et l'UNESCO. *Revue internationale de l'imaginaire*, 27, 23-40.
- Chlous-Ducharme, F., Gourmelon, F., (2011). Modélisation d'accompagnement : appropriation de la démarche par différents partenaires et conséquences. Expérience originale en milieu côtier. *Vertigo*, 11(3). Repéré à <http://vertigo.revues.org/12163>

¹³ Concept développé par S. Funtowicz et J. Ravetz (1993) définissant « une méthode de recherche à adopter lorsque, contrairement à un processus « normal » où le scientifique fournit des informations au décideur après avoir résolu le problème qu'on lui posait, le processus de prise de décision est lui-même partie du problème, les faits sont incertains » (Collectif ComMod, 2009, p. 74).

- Choay, F. (1996). *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Seuil.
- Collectif ComMod. (2009). La posture d'accompagnement des processus de prise de décision : les références et les questions transdisciplinaires. Dans Hervé D., & Laloë F. (Eds), *Modélisation de l'environnement : entre natures et sociétés* (pp. 71-92). Paris : Editions Quae, NSS-Dialogues.
- Collectif ComMod. (2005). La modélisation comme outil d'accompagnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13(2), 165-168. Collectif ComMod, 2005
- Corbett, J.-M., Keller, C.-P. (2005). An analytical framework to examine empowerment associated with participatory geographic information systems (PGIS). *Cartographica*, 40, 91-102.
- Daré, W., Barnaud, C., D'Aquino, P., Etienne, M., Fourage C., Souchère, V. (2010) La posture du commodiens : un savoir être, des savoir-faire. Dans Etienne M. (Ed.), *La modélisation d'accompagnement : une démarche en appui au développement durable* (pp. 45-67). Paris : Quae éditions.
- Ferret, R. (2014). *Critique de la représentation du patrimoine culturel énoncé par les habitants au travers d'une base de données*. Master Evolution, Patrimoine Naturel et Sociétés, spécialité Environnement, Développement, territoires, Sociétés, MNHN.
- Gaudin, J.-P. (2002). *Pourquoi la gouvernance ?*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Jollivet, M., (2009). Prologue. Eléments de théorie pour une recherche interdisciplinaire sur les interfaces natures/sociétés. Dans D. Hervé, & F. Laloë (Eds), *Modélisation de l'environnement : entre natures et sociétés* pp. 9-20. Paris : Editions Quae, NSS-Dialogues.
- Mermet, L. (2005), *Etudier les écologies futures, un chantier ouvert pour les recherches prospectives environnementales*. Bruxelles : Peter Lang.
- Meyer, M. (2009), Objet-frontière ou projet-frontière ? Construction, (non-) utilisation et politique d'une base de données. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3 (1), 127-148.
- Micoud, A. (2005). La patrimonialisation ou comment redire ce qui nous relie. Un point de vue sociologique. Dans C. Barrère, D. Barthélémy, M. Nieddu, & F.-D. Vivien (Eds.), *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine* (pp. 81-97). Paris : Harmattan.
- Micoud, A., Dupré, L. (2007). Savoirs publics sur la nature et politiques publiques de l'environnement : rôle et place des naturalistes amateurs et des professionnels. Dans Charvolin, F., Micoud, A., Nyhart, L. (éds), *Des sciences citoyennes, La question de l'amateur dans les sciences naturalistes* (pp.-219-232). La tour d'Aigue : Ed de l'Aube.
- Touré, H. (2010). Réflexion épistémologique sur l'usage des focus groups : fondements scientifiques et problèmes de scientificité. *Recherches qualitatives*, 29(1), 5-27.
- Vinck, D., (1999). Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. *Revue française de sociologie*, 2, 385-414.
- Weber, M. (1998, (1^{re} éd. 1919)). *Le savant et le politique*. Paris : Plon, Bibliothèques 10/18.
- White, D., Jobin, L., McCann, D., & Morin, P. (2002). *Pour sortir des sentiers battus: L'action intersectorielle en santé mentale*. Sainte-Foy: Les Publications du Québec.
- Willierme, H. (2014). *Synthèse et analyse des cartographies participatives et des propositions de gestion du programme PALIMMA*. Mémoire de M2 Master Sciences de la mer et du littoral, mention Expertise et gestion de l'environnement littoral, Université de Bretagne occidentale.